



Lutte OUVRIÈRE

Lettre d'information

Chaumont et Haute-Marne

**Samedi
3 octobre 2020**

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org>

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière
20 rue Jules Trefousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas
à la soutenir
financièrement.*

n° 11- imp.spé.LO

Les intérêts des travailleurs doivent s'exprimer !

Chaque semaine, des milliers d'ouvriers, d'employés, de techniciens et d'ingénieurs apprennent que leur emploi est menacé, d'autres prennent le chemin de Pôle emploi.

Mais le coup de colère qui marque l'actualité, n'est pas venu d'ouvriers dont l'usine menace de fermer mais de patrons de cafés et de restaurants.

Après l'annonce mercredi dernier, par le ministre de la Santé, d'un nouveau tour de vis sanitaire, le tollé a été immédiat.

À Marseille, l'annonce a fait l'effet d'un coup de massue pour beaucoup de bistrotiers et restaurateurs de quartier, déjà éprouvés par la période du confinement.

Ces patrons petits et moyens connaissent des situations très variées. Certains possèdent un ou plusieurs restaurants et sont de véritables bourgeois, mais pour la grande masse des commerçants, c'est leur gagne-pain, la survie de leur affaire et l'avenir de leurs enfants qui est en jeu.

Et l'inquiétude va bien au-delà du secteur de la restauration. Tout comme les ouvriers, beaucoup de petits patrons prennent la crise actuelle de plein fouet.

Cette fronde sociale a le mérite de montrer qu'on a tout à gagner à dénoncer, à protester et à se battre.

C'est le seul moyen de défendre ses intérêts. Et les ouvriers de Bridgestone, de Smart, de la Halle ou du groupe Auchan ont tout autant de raisons de se faire entendre que les petits commerçants.

Que l'on se sente capable ou pas de faire reculer les multinationales et les licenciés, il est indispensable de crier notre révolte, d'affirmer que pour travailler tous, il faut répartir le travail, que l'argent public doit servir à la création d'emplois dans les hôpitaux et les Ehpad !

Les travailleurs ont leurs intérêts à défendre. Affirmer cela est la première étape pour se préparer au combat nécessaire.



Réunion publique de Lutte ouvrière

CHAUMONT

mercredi 28 octobre 2020

19h

Espace Robert Genest (Cavalier)

La tenue de la réunion est soumise aux impératifs sanitaires

Des nouvelles du conseil municipal

La dernière réunion du conseil municipal a eu lieu vendredi 25 septembre. Elle s'est ouverte par le vote d'une motion demandant le maintien des guichets en gare de Chaumont. J'ai voté pour cette motion dont je partage l'objectif tout en affirmant mes différences (voir l'intervention ci-dessous). Je suis d'ailleurs allé affirmer mon soutien au cheminots de Chaumont face à leur direction jeudi 1^{er} octobre. A l'occasion de l'évaluation du « contrat de ville », même si je me suis abstenu car certaines réalisations peuvent aider, j'ai insisté sur l'aspect dérisoire de ces actions, comparées à ce qu'il faudrait réellement. Enfin, le « plan de relance » a été évoqué car une petite partie de l'argent mobilisé pourrait servir aux collectivités locales. La ville a déposé des dossiers qui étaient en souffrance depuis longtemps : j'ai approuvé la demande de subvention à l'État, tout en disant ce que je pense de ce plan de relance.

Voici le texte de ces interventions, qu'on peut retrouver en vidéo sur la page facebook «Lutte ouvrière - Chaumont».

Sylvain Demay, élu « Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs »

Motion pour le maintien des guichets de la gare SNCF de Chaumont :

« On verra qui sera réellement du côté des cheminots et des usagers »

« Je suis évidemment contre la fermeture des guichets de la gare SNCF de Chaumont. Je tiens à rappeler ici que ces suppressions de guichets font partie d'une politique qui est à l'œuvre depuis des années.

Cette politique peut être ainsi résumée : nationaliser les pertes, et privatiser les profits. (...)

Ce constat, les cheminots l'ont dénoncé maintes fois en alertant sur cette attaque en règle contre ce qui

s'est prétendu être un service public.

Cette politique a été soutenue et menée par tous les gouvernements de droite, de gauche, et macronistes.

Tous ces gouvernements ont copieusement insulté les cheminots quand ils faisaient grève.

Quant à nous, Lutte ouvrière, nous avons toujours été du côté des cheminots qui faisaient grève contre tous ces gouvernements, et qui dé-

fendaient, en plus de leurs intérêts, ceux des usagers. (...)

Je voterai donc pour cette motion, mais je suis bien conscient qu'une telle motion ne servira à rien : seules les luttes des travailleurs pourront être utiles pour maintenir ce qui reste d'un service public.

Et quand ces luttes seront là, on verra qui sera réellement du côté des cheminots et des usagers. »

Évaluation du contrat de Ville de Chaumont :

« pas à la mesure de la situation »

« Les mesures contenues dans le contrat de ville peuvent peut-être apporter une certaine aide à des personnes en difficulté, mais elles ne peuvent pas être à la mesure de la situation de plus en plus difficile, et même parfois dramatique, des habitants des quartiers populaires.

Ils paient plein pot la crise du système capitaliste (...)

Et tout ça pour quoi ? Pour sauvegarder les profits des grandes entreprises et les dividendes des actionnaires. Car ce n'est pas la crise pour tout le monde... année après année, les riches sont de plus en plus riches ! Ils mènent la guerre aux plus pauvres dans leurs usines, leurs magasins, leurs entreprises, et aussi par l'intermédiaire de l'État qui démantèle petit à petit le peu de protections sociales qui existaient jusqu'à aujourd'hui.

Les travailleurs, les habitants des quartiers populaires de Chaumont subissent eux aussi, comme partout ailleurs, les conséquences de cette

situation générale. Et ce n'est pas ce genre de contrat qui changera réellement et durablement leurs conditions d'existence car il ne s'attaque pas aux causes de la misère.

Pour cela il faudra que le monde du travail engage la lutte pour faire payer les profiteurs et pour mettre à bas ce système capitaliste basé sur l'exploitation et l'oppression. »

Demandes de subventions à l'État (relance) :

« pas la crise du Covid : celle du système capitaliste »

« Contrairement à ce qui est indiqué dans l'introduction du rapport la crise que nous traversons n'est pas liée au Covid. Elle est le fait de l'organisation anarchique du système capitaliste. (...)

Si le gouvernement consacre 1 milliard pour augmenter la Dotation de Soutien à l'Investissement local, c'est 100 milliards qu'il a annoncé pour soutenir les entreprises.

Et comme lors des précédents plans de soutien, cela n'empêche pas de grands groupes capitalistes

Bas les masques !



d'annoncer des licenciements en cascade, en profitant de la crise sanitaire.

100 milliards, cela représente le salaire de 2,7 millions de personnes payées 1800 € net par mois pendant un an, cotisations sociales comprises.

Cela aurait pu permettre à l'État d'embaucher directement dans la santé, les hôpitaux, les EHPAD, l'éducation, les transports, et tous les autres services à la population où le manque de personnel est criant. »